ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de Postes, Télégraphes et Téléphones, le 11 janvier 1971, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "portant statut du personnel auxiliaire de l'Administration des postes", a donné le 18 janvier 1971 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 11e januari 1971 door de Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende statuut van de hulpkrachten bij het Bestuur der posterijen", heeft de 18e januari 1971 het volgend advies gegeven :

Préambule.

Les onzième et douzième alinéas du préambule doivent être supprimés et remplacés par les mots : "Vu l'avis du Conseil d'Etat".

Article 2.

Il est proposé de remplacer les mots "contrat d'emploi ou de travail" par les mots "contrat de louage de travail".

Article 5, § 1er, 3e alinéa.

On peut se demander quels sont exactement les pouvoirs qui seront attribués au directeur général et ceux qui continueront à être exercés par le Secrétaire permanent au recrutement. On peut notamment se demander si le procès-verbal du concours devra être signé par le Secrétaire permanent en vertu de l'article 6 de l'arrêté royal du 17 septembre 1969.

Le texte devrait être précisé sur ces points.

Article 18.

L'affirmation selon laquelle le congé est assimilé à l'activité de service n'est pas entièrement exacte. Certains congés ont pour effet de placer l'auxiliaire en non-activité (voyez, par exemple, l'article 29). Il est, dès lors, proposé de compléter l'avant-dernière phrase par les mots : "sauf disposition contraire".

Article 23.

Le Service de santé administratif a été remplacé par l'Office médico-social par l'arrêté royal du 25 juillet 1969 organique de l'Office médico-social de l'Etat. Il faut

.../...

remplacer les mots "service de santé administratif", celui-ci ne continuant à exercer sa compétence que jusqu'au jour où les règlements organiques de l'Office médico-social auront été pris.

Article 28.

Il est proposé de remplacer les mots "par crainte de transmission des germes" par les mots "par crainte de la transmission de cette maladie".

Article 30.

1er alinéa, 1° : Il est proposé de remplacer les mots "mois civils" par les mots "mois du calendrier".

2e alinéa, 1°, 2° et 3° : Il est proposé de remplacer les mots "mois civils entiers" par les mots "mois entiers du calendrier".

3e alinéa : On comprend que pendant les périodes mentionnées aux alinéas précédents, l'auxiliaire conserve ses droits à l'avancement de traitement. On comprend plus difficilement que les périodes d'absence du service puissent compter pour le calcul du temps de stage requis en vue d'une nomination définitive.

Article 33, 3e alinéa.

Il ne suffit pas que le directeur général réexamine le dossier, il importe qu'il prenne une décision. Il convient donc d'ajouter, à la fin de l'alinéa, les mots "et décision".

.../...

Article 34, 8e alinéa.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle cette disposition, reprise de l'article 7, alinéa 2, de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à la suspension des agents de l'Etat dans l'intérêt du service, ne prévoit pas, comme cet article, la rétroactivité non seulement pour l'avancement de traitement, mais aussi pour l'avancement de grade.

Dernier alinéa.

Il est proposé de remplacer les mots "l'autorité administrative désignée au premier alinéa" par les mots "le directeur général".

Article 41.

Le projet prévoit qu'après une période de "six mois de services" qui peuvent n'avoir été accomplis qu'à temps partiel, l'auxiliaire est nommé à titre définitif. Dans certains cas, le projet répute "en activité de service", l'auxiliaire qui n'exerce pas effectivement ses fonctions. On pourrait, dès lors, se demander si les "six mois de services" exigés par le projet doivent correspondre à des services réellement accomplis ou si, pour le calcul de cette courte période de stage, il peut être tenu compte des périodes pendant lesquelles l'auxiliaire était réputé être en activité de service, alors qu'il n'accomplissait pas des services effectifs.

.../...

Il ressort implicitement du texte que les six mois de services doivent avoir été effectivement accomplis. Pour éviter toute erreur d'interprétation à cet égard, il est proposé d'ajouter à l'article un second alinéa rédigé de la façon suivante :

"Pour le calcul des six mois de services exigés par l'alinéa 1er, il n'est tenu compte que des périodes pendant lesquelles l'auxiliaire a exercé effectivement ses fonctions, à l'exclusion des périodes pendant lesquelles l'auxiliaire a été réputé en activité de service".

*
* *

Le Conseil d'Etat constate que l'arrêté en projet ne donne aux auxiliaires des postes aucune possibilité de conserver cette qualité.

Si l'intention du Gouvernement était de ne pas supprimer cette forme de travail à temps partiel, qui existe actuellement, il y aurait lieu d'ajouter au texte une disposition nouvelle, qui pourrait être rédigée comme suit :

"L'auxiliaire visé à l'alinéa 1er peut renoncer par une déclaration expresse à la nomination définitive et conserver sa qualité d'auxiliaire".

.../...

Article 44.

Les dispositions de l'arrêté royal du 22 octobre 1960, modifiées par les arrêtés royaux des 30 avril 1962 et 16 avril 1964, ont été modifiées à nouveau par l'arrêté royal du 15 juin 1966. En outre, l'arrêté royal du 22 octobre 1960 a encore été modifié par l'arrêté ministériel du 21 juin 1965 et par l'arrêté royal du 24 janvier 1969.

Par ailleurs, il y aurait lieu d'abroger expressément les arrêtés ministériels des 6 février 1961, 18 septembre 1962 et 8 juillet 1964.

En conséquence, l'article 44 devrait être rédigé comme suit :

"Article 44.-

Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 22 octobre 1960 portant statut du personnel auxiliaire de l'Administration des postes, tel qu'il a été modifié par l'arrêté ministériel du 21 juin 1965 et par les arrêtés royaux des 15 juin 1966 et 24 janvier 1969 ;

2° l'arrêté ministériel du 6 février 1961 portant règlement d'organisation des épreuves de recrutement de personnel auxiliaire à l'Administration des postes ;

3° l'arrêté ministériel du 18 septembre 1962 portant règlement d'ordre des épreuves de capacité organisées en vue de la nomination à des emplois de la quatrième catégorie de l'Administration des postes ;

.../...

4° l'arrêté ministériel du 8 juillet 1964 portant détermination des grades d'auxiliaire correspondant aux emplois à conférer par voie de concours d'admission au stage ou d'épreuves de capacité aux personnes bénéficiaires respectivement de l'article 46, alinéa 1er, ou de l'article 47bis, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 22 octobre 1960 portant statut du personnel auxiliaire de l'Administration des postes modifié par l'arrêté royal du 30 avril 1962".

Article 45, § 2.

Les auxiliaires qui seront recrutés sur la base du paragraphe 1er ne pourront pas bénéficier de la nomination définitive prévue à l'article 41.

Le texte de l'article 45, § 2, doit donc être complété par les mots : "à l'exception du titre XI".

Article 46.

On n'aperçoit pas la raison pour laquelle il est prévu que le futur arrêté aura effet rétroactif au 1er janvier 1971.

Aanhef.

Het elfde en twaalfde lid van de aanhef moeten worden geschrapt en vervangen door de woorden : "Gelet op het advies van de Raad van State".

Artikel 2.

Voorgesteld wordt de woorden "geworven onder het stelsel van het bedienden- of arbeidscontract" te vervangen door "aangeworven bij arbeidsovereenkomst".

Artikel 5, § 1, derde lid.

Men kan zich afvragen welke bevoegdheden precies aan de directeur-generaal zullen worden opgedragen en welke door de Vaste Wervingssecretaris verder zullen worden uitgeoefend. De vraag is onder meer of het proces-verbaal van het vergelijkend examen door de Vaste Wervingssecretaris ondertekend zal moeten worden krachtens artikel 6 van het koninklijk besluit van 17 september 1969.

Op die punten behoeft de tekst verduidelijking.

Artikel 18.

De bewering dat verlof gelijkstaat met actieve dienst is niet geheel juist. Sommige verloven brengen mede dat de hulpkracht op non-activiteit wordt gesteld (zie bijvoorbeeld artikel 29). Derhalve wordt voorgesteld de voorlaatste volzin aan te vullen met de woorden "behoudens hiermee strijdige bepaling".

Artikel 23.

De Administratieve Gezondheidsdienst is vervangen door de Sociaal-Medische Rijksdienst bij het koninklijk besluit van 25 juli 1969 tot oprichting van de Sociaal-Medische Rijksdienst.

.../...

Men vervange derhalve de woorden "administratieve gezondheidsdienst", want deze blijft zijn bevoegdheid slechts uitoefenen tot de organieke reglementen van de Sociaal-Medische Rijksdienst zijn vastgesteld.

Artikel 28.

Men vervange de woorden "uit vrees voor verspreiding van de ziektekiemen" door "uit vrees dat die ziekte wordt overgedragen".

Artikel 30.

Eerste lid, 1° : In de Franse tekst vervange men de woorden "mois civils" door "mois du calendrier".

Tweede lid, 1°, 2° en 3° : In de Franse tekst vervange men de woorden "mois civils entiers" door "mois entiers du calendrier".

Derde lid : Het is begrijpelijk dat de hulpkracht zijn rechten op bevordering tot een hogere wedde behoudt tijdens de periodes bedoeld in de vorige alinea's, maar minder begrijpelijk is dat periodes van afwezigheid uit de dienst kunnen meetellen voor het berekenen van de stagetijd welke vereist is voor een benoeming in vast verband.

Artikel 33, derde lid.

Het is niet voldoende dat de directeur-generaal het dossier opnieuw onderzoekt; hij moet ook een beslissing nemen. Het lid moet dan ook worden aangevuld met de woorden "en voor beslissing".

.../...

Artikel 34, achtste lid.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom deze bepaling die overgenomen is uit artikel 7, tweede lid, van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende de schorsing van Rijksambtenaren in het belang van de dienst, niet, zoals dat artikel, voorziet in de terugwerking én voor wedde- én voor graadverhoging.

Laatste lid.

Voorgesteld wordt, de woorden "de administratieve overheid vermeld in de eerste alinea" te vervangen door de woorden "de directeur-generaal".

Artikel 41.

Het ontwerp bepaalt dat de hulpkracht in vast verband wordt benoemd na een periode van "zes maand dienst", ook al had hij geen volle dagtaak. In sommige gevallen acht het ontwerp "in actieve dienst" te zijn de hulpkracht die zijn ambt niet werkelijk uitoefent. Derhalve kan men zich afvragen of de door het ontwerp vereiste "zes maand dienst" met werkelijk verrichte diensten moeten overeenkomen, dan wel of voor het berekenen van die korte stagetijd, rekening mag worden gehouden met de periodes waarin de hulpkracht geacht werd in actieve dienst te zijn terwijl hij geen werkelijke diensten verrichtte.

.../...

Uit de tekst blijkt impliciet dat de zes maanden dienst werkelijk verricht moeten zijn. Opdat de tekst in dat opzicht niet verkeerd wordt geïnterpreteerd, wordt voorgesteld het artikel aan te vullen met een tweede lid dat als volgt kan worden geredigeerd :

"Voor het berekenen van de in het eerste lid vereiste zes maanden dienst, wordt alleen rekening gehouden met de periodes waarin de hulpkracht zijn ambt werkelijk heeft uitgeoefend, met uitsluiting van de periodes waarin de hulpkracht werd geacht in actieve dienst te zijn".

*
* *

De Raad van State constateert dat het ontwerp-besluit de hulpkrachten bij het Bestuur der posterijen geen gelegenheid biedt om hulpkracht te blijven.

Wenst de Regering de thans bestaande mogelijkheid om met onvolledige dagtaak te werken niet af te schaffen, dan zou de tekst moeten worden aangevuld met een nieuwe bepaling die als volgt kan worden geredigeerd :

"De in het eerste lid bedoelde hulpkracht kan door een uitdrukkelijke verklaring afzien van benoeming in vast verband en de hoedanigheid van hulpkracht behouden".

.../...

Artikel 44.

De bepalingen van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960, die gewijzigd zijn bij de koninklijke besluiten van 30 april 1962 en 16 april 1964, zijn andermaal gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juni 1966. Het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 is ook nog gewijzigd bij het ministerieel besluit van 21 juni 1965 en bij het koninklijk besluit van 24 januari 1969.

Anderzijds zouden de ministeriële besluiten van 6 februari 1961, 18 september 1962 en 8 juli 1964 uitdrukkelijk opgeheven moeten worden.

Artikel 44 zou derhalve als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 44.-

Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 houdende statuut van de hulpkrachten bij het Bestuur der posterijen, zoals het gewijzigd is bij het ministerieel besluit van 21 juni 1965 en bij de koninklijke besluiten van 15 juni 1966 en 24 januari 1969 ;

2° het ministerieel besluit van 6 februari 1961 houdende reglement voor de inrichting van examens voor werving van hulpkrachten bij het Bestuur der posterijen ;

3° het ministerieel besluit van 18 september 1962 houdende reglement van orde voor geschiktheidsexamens, ingericht met het oog op een benoeming voor de betrekkingen van de vierde categorie, bij het Bestuur der posterijen ;

.../...

4° het ministerieel besluit van 8 juli 1964 houdende vaststelling van de graden van hulpkracht die overeenstemmen met de betrekkingen te begeven bij vergelijkende examens voor toelating tot de proeftijd of bekwaamheidsproeven aan de personen die respectievelijk kunnen genieten van artikel 46, eerste lid, of van artikel 47bis, eerste lid, van het koninklijk besluit van 22 oktober 1960 houdende statuut van de hulpkrachten bij het Bestuur der posterijen, gewijzigd bij koninklijk besluit van 30 april 1962".

Artikel 45, § 2.

Hulpkrachten die aangeworven zullen zijn op grond van § 1, zullen niet in aanmerking kunnen komen voor benoeming in vast verband als bedoeld in artikel 41.

De tekst van artikel 45, § 2, leze men derhalve als volgt :

"Hulpkrachten aangeworven krachtens de bepalingen van § 1 zijn onderworpen aan het tegenwoordige besluit, met uitzondering van titel XI".

Artikel 46.

Het is de Raad niet duidelijk waarom het toekomstig besluit zal terugwerken tot 1 januari 1971.

La chambre était composée de

Messieurs :	G.VAN BUNNEN,	conseiller d'Etat,	président,
de Heren :		staatsraad,	voorzitter,
	J.MASQUELIN,	conseillers d'Etat,	
Madame :	G.CISELET,	staatsraden,	
Mevrouw :			
Monsieur :	M.JACQUEMIJN,	greffier adjoint,	greffier.
de Heer :		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G.VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M.J.LIGOT, substitut de l'auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.G.VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H.J.LIGOT, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) M.JACQUEMIJN. (s.) G.VAN BUNNEN.